



**Primature**

*Le Premier Ministre*

**DECRET N°12/003 DU 19 JAN 2012 FIXANT LES STATUTS D'UN  
ETABLISSEMENT PUBLIC DENOMME OFFICE NATIONAL  
DE L'EMPLOI, « ONEM » EN SIGLE**

**Le Premier Ministre,**

Vu la Constitution, telle que révisée à ce jour, spécialement en son article 92 ;

Vu la Convention n° 88 de l'Organisation Internationale du Travail « OIT » sur le Service de l'Emploi adoptée à San Francisco en date du 09 juillet 1948 et ratifiée par la République Démocratique du Congo en date du 20 septembre 1960 ;

Vu la Loi n° 015/2002 du 16 octobre 2002 portant Code du Travail, spécialement en ses articles 204, 205 et 206 ;

Vu la Loi n° 08/009 du 07 juillet 2008 portant dispositions générales applicables aux Etablissements Publics ;

Vu l'Ordonnance n° 08/064 du 10 octobre 2008 portant nomination d'un Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 08/073 du 24 décembre 2008 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les Membres du Gouvernement, spécialement en ses articles 9, 10 et 11 ;

Vu l'Ordonnance n° 08/074 du 24 décembre 2008 fixant les attributions des Ministères, spécialement l'article 1<sup>er</sup>, alinéa B, point 28 ;

Vu l'Ordonnance n° 11/063 du 11 septembre 2011 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, Ministres et Vice-Ministres ;

Revu le Décret n° 081/2002 du 03 juillet 2002 portant création, organisation et fonctionnement d'un Etablissement Public dénommé Office National de l'Emploi, « ONEM » en sigle ;

Considérant les recommandations de la 4<sup>ème</sup> Session Extraordinaire du Conseil National du Travail tenue du 20 au 30 janvier 2009 ;

Considérant la nécessité ;

Sur proposition du Ministre de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance Sociale ;

Le Conseil des Ministres entendu ;





**Primature**

Le Premier Ministre

**DECRETE :**

**TITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES : DE LA CREATION, DU SIEGE SOCIAL ET DE L'OBJET SOCIAL**

**Chapitre 1 : De la Création :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'Office National de l'Emploi, « ONEM » en sigle, est un Etablissement Public à caractère technique et social, doté de la personnalité juridique, ci-après dénommé « **L'OFFICE** ».

Il est régi par la Loi n° 08/009 du 07 juillet 2008 portant dispositions générales applicables aux Etablissements Publics et par le présent Décret.

**Chapitre 2 : Du siège**

**Article 2 :**

Le siège social de l'Office est établi à Kinshasa.

Il peut être transféré en tout autre lieu de la République par décret du Premier Ministre sur proposition du Ministre de tutelle, à la demande du Conseil d'Administration.

L'Office peut disposer des agences régionales et des bureaux nécessaires à la gestion sur le plan local.

**Chapitre 3 : De la mission**

**Article 3 :**

L'Office a pour mission essentielle de promouvoir l'emploi et de réaliser au mieux, en collaboration avec les organismes publics ou privés intéressés, l'organisation du marché de l'emploi.

A ce titre, il est chargé notamment :

- a) d'accueillir et d'informer les demandeurs d'emploi ;
- b) de prospecter les emplois disponibles et de réaliser le placement des demandeurs d'emploi ;
- c) de promouvoir l'emploi et la création de petites entreprises en offrant des services de conseil, de formation et de soutien aux entrepreneurs potentiels ;





**Primature**

*Le Premier Ministre*

- d) d'organiser et de faciliter la mobilité professionnelle et géographique de la main d'œuvre tant sur le plan national qu'international ;
- e) de proposer des formations adaptées aux besoins du marché national du travail ;
- f) d'établir les statistiques, de rassembler et de diffuser trimestriellement les informations relatives au marché du travail ;
- g) de mener les activités de conseil, d'analyse, de description des postes de travail, d'évaluation, de classification et de monographie d'emplois ;
- h) de mettre en place d'une manière continue une base nationale des données sur l'emploi ;
- i) d'organiser des ateliers d'information et de formation sur le marché de l'emploi ;
- j) d'attester la conformité de tout contrat de travail avec la législation nationale au moyen du visa. A ce titre, l'Office est membre de la Commission Nationale de l'Emploi des Etrangers.

**Article 4 :**

Le placement a pour objet d'aider les demandeurs d'emploi à obtenir un emploi convenable et les employeurs à trouver les travailleurs répondant à leurs besoins. A cet effet, tout employeur œuvrant en République Démocratique du Congo a l'obligation d'informer sans délai, l'Office de toute vacance ou création de poste de travail. Cette déclaration constitue une offre d'emploi.

**Article 5 :**

L'Office peut confier par contrat de collaboration, l'exécution de certaines activités énumérées ci-dessus à des organismes publics ou privés.

**Article 6 :**

Dans le cadre de sa mission, l'Office collabore avec les administrations compétentes ainsi que les opérateurs économiques et sociaux intéressés par ses activités.

**Article 7 :**

L'Office assure la prospection et le suivi des offres d'emploi auprès de tout employeur œuvrant en République Démocratique du Congo ainsi que le mouvement des travailleurs.

**Article 8 :**

L'employeur qui souhaite engager un travailleur doit déposer son offre d'emploi auprès de l'Office.





**Primature**

*Le Premier Ministre*

Si endéans un mois, l'Office ne satisfait pas à cette offre, l'employeur concerné est considéré comme exempt de cette obligation.

## **TITRE II : DU PATRIMOINE ET DES RESSOURCES**

### **Article 9 :**

Le patrimoine de l'Office est constitué :

- de tous les biens, droits et obligations lui dévolus conformément à l'article 2 du présent Décret ;
- des équipements, matériels et autres biens acquis dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Toutefois, la réduction du patrimoine de l'Office est constatée par Décret du Premier Ministre sur proposition du Ministre de tutelle.

### **Article 10 :**

Les ressources de l'Office sont constituées notamment :

- de la dotation de l'Etat ;
- des contributions des employeurs des secteurs public, para public et privé ;
- des emprunts ;
- des subventions ;
- des dons, legs et libéralités ;
- de toutes autres ressources allouées à l'Office ;
- des rétributions exceptionnelles pour certains services spéciaux fixés conventionnellement entre l'Office et les employeurs.

Les contributions des employeurs feront l'objet de négociations entre le Gouvernement et les organisations représentatives des employeurs, et sanctionnés par un arrêté du Ministre ayant l'emploi et le travail dans ses attributions.

## **TITRE III : DES STRUCTURES, DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT**

### **Article 11 :**

Les structures organiques de l'Office sont :

- le Conseil d'Administration ;
- la Direction Générale ;
- le Collège des Commissaires aux Comptes.





**Primature**

*Le Premier Ministre*

## **CHAPITRE 1 : DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

### **Article 12 :**

Le Conseil d'Administration est l'organe de conception, d'orientation, de contrôle et de décision de l'Office.

Il définit la politique générale de l'Office, en détermine le programme, en arrête le budget et approuve les états financiers de fin d'exercice.

Il fixe l'organigramme de l'Office et le soumet pour approbation au Ministre de tutelle.

Il fixe, sur proposition de la Direction Générale, le cadre organique et les statuts du personnel et les soumet au Ministre de tutelle pour approbation.

### **Article 13 :**

Le Conseil d'Administration est composé de cinq membres au maximum, en ce compris le Directeur Général.

Il s'agit de :

- deux Représentants de l'Etat ;
- un Représentant des organisations professionnelles d'employeurs ;
- un Représentant des organisations professionnelles des travailleurs ;
- le Directeur Général.

### **Article 14 :**

Les membres du Conseil d'Administration sont nommés, relevés de leurs fonctions et, le cas échéant, révoqués par ordonnance du Président de la République, sur proposition du Gouvernement délibérée en Conseil des Ministres.

Le Président de la République nomme, parmi les membres du Conseil d'Administration, un Président autre qu'un membre de la Direction Générale.

Le mandat des membres du Conseil d'Administration est de cinq ans renouvelables une fois.

Le mandat d'un Administrateur peut également prendre fin par démission volontaire ou par décès.

Nul ne peut exercer plus d'un mandat d'administrateur.





**Primature**

Le Premier Ministre

**Article 15 :**

Le Conseil d'Administration se réunit trimestriellement en séance ordinaire, sur convocation de son Président.

La convocation ainsi que les documents de travail sont adressés à chaque membre et au Ministre de tutelle, huit jours francs au moins avant la date de la tenue de la réunion.

Le Conseil peut être convoqué en séance extraordinaire par son Président, sur un ordre du jour déterminé, à la demande du Ministre de tutelle, chaque fois que l'intérêt de l'Office l'exige.

L'ordre du jour des réunions est arrêté par le Président et peut être complété par tout sujet dont la majorité des membres du Conseil d'Administration demande l'inscription.

**Article 16 :**

Un règlement intérieur adopté par le Conseil d'Administration et dûment approuvé par le Ministre de tutelle, en détermine les règles d'organisation et de fonctionnement.

**Article 17 :**

Les membres du Conseil d'Administration perçoivent, à charge de l'Office, un jeton de présence dont le montant est déterminé par décret du Premier Ministre délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre de tutelle.

**CHAPITRE II : DE LA DIRECTION GENERALE**

**Article 18 :**

La Direction Générale de l'Office est assurée par un Directeur Général, assisté d'un Directeur Général Adjoint, tous nommés, relevés de leurs fonctions et, le cas échéant, révoqués par ordonnance du Président de la République, sur proposition du Gouvernement délibérée en Conseil des Ministres.

Le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint sont nommés pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois.

Ils ne peuvent être suspendus à titre conservatoire que par arrêté du Ministre de tutelle qui en informe le Gouvernement.





**Primature**

*Le Premier Ministre*

**Article 19 :**

La Direction Générale est l'organe de gestion de l'Office.

A ce titre, elle exécute les décisions du Conseil d'Administration et assure la gestion journalière de l'Office. Elle exécute le budget, élabore les états financiers et dirige l'ensemble des services.

Elle représente l'Office vis-à-vis des tiers. A cet effet, elle a tous les pouvoirs nécessaires pour assurer la bonne marche de l'Office et pour agir en toute circonstance en son nom.

**Article 20 :**

En cas d'absence ou d'empêchement, l'intérim du Directeur Général est assuré par le Directeur Général Adjoint ou, à défaut, par un Directeur en fonction désigné par le Ministre de tutelle, sur proposition de la Direction Générale.

**Article 21 :**

Les actions judiciaires tant en demande qu'en défense sont introduites et soutenues au nom de l'Office par le Directeur Général ou, à défaut, par son remplaçant ou toute autre personne dûment mandatée à cette fin.

**CHAPITRE III : DU COLLEGE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**Article 22 :**

Le contrôle des opérations financières de l'Office est assuré par un Collège des Commissaires aux comptes. Celui-ci est composé de deux personnes issues de structures professionnelles distinctes et justifiant des connaissances techniques et professionnelles éprouvées.

Les Commissaires aux Comptes sont nommés par décret du Premier Ministre délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre de tutelle, pour un mandat de cinq ans non renouvelable.

Ils peuvent être relevés de leurs fonctions pour faute constatée dans l'exécution de leur mandat.

Ils ne peuvent prendre individuellement aucune décision.

*A. B.*

*f*





**Primature**

*Le Premier Ministre*

**Article 23 :**

Les Commissaires aux Comptes ont, en collège ou séparément, un droit illimité de surveillance et de contrôle de toutes les opérations de l'Office. A cet égard, ils ont mandat de vérifier les livres, la caisse, le portefeuille et les valeurs de l'Office, de contrôler la régularité et la sincérité des inventaires et des états financiers ainsi que l'exactitude des informations données sur les comptes de l'Office dans les rapports du Conseil d'Administration.

Ils peuvent prendre connaissance, sans les déplacer, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement, de toutes les écritures de l'Office. Ils rédigent, à cet égard, un rapport annuel à l'attention du Ministre de tutelle.

Dans ce rapport, ils font connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires, et signalent les irrégularités et inexactitudes éventuelles. Ils font toutes les propositions qu'ils jugent convenables.

**Article 24 :**

Les Commissaires aux comptes reçoivent, à charge de l'Office, une allocation fixe dont le montant est déterminé par décret du Premier Ministre délibéré en Conseil des Ministres.

**CHAPITRE IV : DES INCOMPATIBILITES**

**Article 25 :**

Le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint ainsi que les Administrateurs ne peuvent prendre part, directement ou indirectement, aux marchés publics conclus avec l'Office à leur propre bénéfice ou au bénéfice des entreprises dans lesquelles ils ont des intérêts.

**Article 26 :**

Dans l'exercice de leurs fonctions, les Commissaires aux comptes sont soumis aux mêmes conditions et aux mêmes incompatibilités que celles prévues dans les sociétés commerciales.

**TITRE IV : DE LA TUTELLE**

**Article 27 :**

L'Office est placé sous la tutelle du Ministre ayant l'Emploi et le Travail dans ses attributions.





**Primature**

Le Premier Ministre

**Article 28 :**

Le Ministre exerce son pouvoir de tutelle par voie d'autorisation préalable, par voie d'approbation ou par voie d'opposition.

Toutes les matières non concernées par l'autorisation préalable ou l'approbation de la tutelle sont de la compétence du Conseil d'Administration.

**Article 29 :**

Sont soumis à l'autorisation préalable :

- les acquisitions et aliénations immobilières ;
- les emprunts à plus d'un an de terme ;
- les prises et cessions de participations financières ;
- l'établissement d'agences et bureaux à l'étranger ;
- les marchés de travaux ou de fournitures d'un montant égal ou supérieur à 500.000.000 de Francs congolais.

Le montant prévu à l'alinéa précédent peut être actualisé par Arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions.

**Article 30 :**

Sans préjudice d'autres dispositions du présent Décret, sont soumis à l'approbation :

- le cadre organique ;
- le budget de l'Office arrêté par le Conseil d'Administration sur proposition de la Direction Générale ;
- le statut du personnel fixé par le Conseil d'Administration sur proposition de la Direction Générale ;
- le barème de rémunération du personnel ;
- le règlement intérieur du Conseil d'Administration ;
- le rapport annuel d'activités ;

**Article 31 :**

Le Ministre de tutelle reçoit les convocations aux réunions du Conseil d'Administration et, dans les conditions qu'il fixe, les copies des délibérations du Conseil d'Administration.

Les délibérations et les décisions qu'elles entraînent ne sont exécutoires que dix jours francs après leur réception par l'autorité de tutelle, sauf si celle-ci déclare en autoriser l'exécution immédiatement.





**Primature**

*Le Premier Ministre*

Pendant ce délai, l'autorité de tutelle a la possibilité de faire opposition à l'exécution de toute délibération ou décision qu'elle juge contraire à la loi, à l'intérêt général ou à l'intérêt particulier de l'Office.

Lorsqu'elle fait opposition, elle notifie celle-ci par écrit au Président du Conseil d'Administration ou au Directeur Général de l'Office suivant le cas, et fait rapport au Premier Ministre.

Si le Premier Ministre n'a pas rejeté l'opposition dans le délai de quinze jours francs à dater de la réception du rapport dont question à l'alinéa précédent, l'opposition devient exécutoire.

**Article 32 :**

La comptabilité de l'Office est organisée et tenue de manière à permettre de :

- connaître et contrôler les opérations des charges et pertes, des produits et profits ;
- connaître la situation patrimoniale de l'Office ;
- déterminer les résultats de l'exercice.

**Article 33 :**

A la fin de chaque exercice, la Direction Générale élabore :

- un état d'exécution du budget, lequel présente, dans les colonnes respectives, les prévisions des recettes et dépenses, les réalisations des recettes et des dépenses, les différences entre les prévisions et les réalisations ;
- après inventaire, un tableau de formation du résultat et un bilan ;
- un rapport dans lequel il fournit tous les éléments d'information sur l'activité de l'Office au cours de l'exercice écoulé.

Ce rapport doit indiquer le mode d'évaluation de différents postes de l'actif du bilan et, le cas échéant, les motifs pour lesquels les méthodes d'évaluation précédemment adoptées ont été modifiées. Il doit, en outre, contenir les propositions du Conseil d'Administration concernant l'affectation du résultat.

**Article 34 :**

L'inventaire, le bilan, le tableau de formation du résultat et le rapport de la Direction Générale sont mis à la disposition des Commissaires aux comptes, au plus tard le 15 mai de la même année.





**Primature**

*Le Premier Ministre*

Les mêmes documents ainsi que le rapport des Commissaires aux comptes sont transmis à l'Autorité de tutelle, au plus tard le 30 mai de la même année.

**TITRE VI : DE L'ORGANISATION DES MARCHES DE TRAVAUX ET DE FOURNITURES**

**Article 35 :**

Les marchés de travaux et de fournitures de l'Office sont passés conformément à la législation en vigueur.

Lorsqu'elle fait opposition, elle notifie celle-ci par écrit au Président du Conseil d'Administration ou au Directeur Général, selon le cas, et fait rapport au Premier Ministre.

Si le Premier Ministre n'a pas rejeté l'opposition dans le délai de quinze jours francs à dater de la réception du rapport dont question à l'alinéa précédent, l'opposition devient exécutoire.

**TITRE V : DE L'ORGANISATION FINANCIERE**

**Article 36 :**

L'exercice comptable de l'Office commence le 1<sup>er</sup> janvier et se clôture le 31 décembre de la même année.

**Article 37 :**

Les comptes de l'Office sont tenus conformément à la législation comptable en vigueur en République Démocratique du Congo.

**Article 38 :**

Le budget de l'Office est arrêté par le Conseil d'Administration et soumis à l'approbation du Ministre de tutelle conformément à l'article 30 du présent Décret. Il est exécuté par la Direction Générale.

**Article 39 :**

Le budget de l'Office est subdivisé en budget d'exploitation et en budget d'investissement.

*[Handwritten signatures]*





**Primature**

*Le Premier Ministre*

Le budget d'exploitation comprend :

1. En recettes :

- Les ressources d'exploitation ;
- Les ressources diverses et exceptionnelles.

2. En dépenses :

- Les charges d'exploitation ;
- Les charges du personnel, (y compris les dépenses de formation professionnelle et toutes autres dépenses faites dans l'intérêt du personnel) ;
- Toutes autres charges financières.

Le budget d'investissement comprend :

1. En dépenses :

- Les frais d'acquisition, de renouvellement, ou d'extension ou de modernisation des immobilisations affectées aux activités professionnelles ;
- Les frais d'acquisition des immobilisations de toute nature non affectés à ces activités (participations financières, immeubles d'habitation).

2. En recettes :

- Les ressources prévues pour faire face à ces dépenses, notamment les apports nouveaux de l'Etat ;
- Les subventions d'équipement de l'Etat ;
- Les emprunts ;
- L'excédent des recettes d'exploitation sur les dépenses de même nature et les revenus divers ;
- Les prélèvements sur les avoirs placés ;
- Les cessions des biens et toutes autres ressources autorisées à cet effet par le Conseil d'Administration.

**Article 40 :**

Conformément au calendrier d'élaboration du projet du budget de l'Etat arrêté par le Gouvernement, chaque année, au plus tard le 15 juillet, le Directeur Général transmet au Conseil d'Administration un projet de budget des recettes et des dépenses pour l'exercice prochain qui l'arrête et le soumet à l'approbation du Ministre





**Primature**

Le Premier Ministre

de tutelle au plus tard le 15 août de l'année qui précède celle à laquelle il se rapporte.

## **TITRE VII : DU PERSONNEL**

### **Article 41 :**

Le personnel de l'Office est régi par le Code du Travail et ses mesures d'application.

Le cadre et le statut du personnel de l'Office sont fixés par le Conseil d'Administration, sur proposition de la Direction Générale.

Le statut détermine, notamment, les grades, les conditions de recrutement, la rémunération, les règles d'avancement, la discipline, les voies de recours. Il est soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle.

Dans la fixation du statut du personnel, le Conseil d'Administration est tenu de veiller à la sauvegarde de l'intérêt général et à assurer le fonctionnement sans interruption du Service public.

### **Article 42 :**

Le personnel de l'Office, exerçant un emploi de commandement est nommé, affecté, promu et, le cas échéant, licencié ou révoqué par le Conseil d'Administration sur proposition de la Direction Générale, tandis que le personnel de collaboration et d'exécution est nommé, affecté, promu et, le cas échéant, licencié ou révoqué par le Directeur Général.

Tous les contrats de travail en cours de validité à la date de la signature du présent Décret, restent en vigueur.

## **TITRE VIII : DU REGIME DOUANIER, FISCAL ET PARAFISCAL**

### **Article 43 :**

Sans préjudice des dispositions légales contraires, l'Office bénéficie du même traitement que l'Etat pour toutes ses opérations relatives aux impôts, droits et taxes effectivement mis à charge.

Toutefois, il est tenu de collecter les impôts, droits et taxes et redevances dont il est redevable et de les reverser au Trésor Public ou de l'entité compétente.





**Primature**

*Le Premier Ministre*

**TITRE IX : DE LA DISSOLUTION**

**Article 44 :**

L'Office est dissout par décret du Premier Ministre délibéré en Conseil des Ministres.

Le décret du Premier Ministre prononçant la dissolution fixe les règles relatives à la liquidation.

**TITRE X : DES DISPOSITIONS FINALES**

**Article 45 :**

Sont abrogés toutes les dispositions antérieures contraires au présent Décret.

**Article 46 :**

Le Ministre de l'Emploi, Travail et Prévoyance Sociale est chargé de l'exécution du présent Décret qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 19 JAN 2014

**Adolphe MUZITO**

**BULUPIY GALATI Simon**

**Ministre de l'Emploi, Travail  
et Prévoyance Sociale**

523/14